

Pour la rentrée 2014 : des moyens dérisoires !

Démocratiser l'accès aux savoirs de tous les élèves pour en faire des citoyens émancipés constitue l'engagement quotidien des enseignants de l'école primaire publique et laïque. Depuis 2 ans, malgré l'affichage de la refondation de l'école, la priorité au primaire est loin de recouvrir une réalité dans le quotidien des classes. Le Ministère a choisi de donner la priorité à une réforme des rythmes scolaires comme levier principal pour répondre à cet objectif et néglige ce qui est essentiel pour réaliser cette ambition : la refonte des programmes, la fin de l'école réductrice du socle et l'attribution des moyens nécessaires pour transformer profondément le système. Pour le SNUipp-FSU les priorités sont à l'amélioration concrète des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels : la diminution des effectifs par classe, le renforcement des moyens de remplacement et d'aide aux élèves en difficulté, la transformation des pratiques pédagogiques qui passe par du temps dégagé pour les enseignants (avec la fin de l'APC) mais aussi par la généralisation d'un vrai « plus de maîtres que de classes » tel qu'il a été conçu par le SNUipp/FSU et qui donne les moyens aux enseignants de travailler autrement. Mais cela passe aussi par l'instauration d'un climat de confiance qui fait encore singulièrement défaut. L'école a besoin d'enseignants formés, reconnus, exerçant leur métier dans des conditions satisfaisantes et sereines, rémunérés à la juste hauteur de leur qualification. Or, dans l'Oise, la rentrée 2014 se prépare dans des conditions qui ne permettront pas d'amélioration pour les élèves et les personnels. Taux d'encadrement identique à celui de l'an dernier, dispositifs vitrines non financés et qui se mettent en place au détriment des ouvertures nécessaires de classes ou des autres niveaux de classe comme en maternelle avec la scolarisation des TPS. Rien que pour revenir à l'existant avant 2008, il faudrait créer plus de 157 postes supplémentaires. Pour revenir à 25 élèves par classe en éducation prioritaire et 28 maximum hors éducation prioritaire il faudrait 60 postes. Pour avoir des RASED complets par secteur de collège il en faudrait 65, pour abonder le remplacement (notamment celui des congés longs), il en faudrait au moins 32. Pour abonder scolariser 24% de plus de « moins de 3 ans » dans des classes de 15 élèves maximum, il faudrait créer 160 postes. Pour implanter un poste minimum de « maître surnuméraire » dans chaque école de l'éducation prioritaire (un pour 5 classes) il en faudrait 157. Pour décharger tous les maîtres en éducation prioritaire, il faudrait créer 42 postes de modulateurs (3 par secteur de collège).

Avec une dotation de 12 postes à la rentrée 2014 dans l'Oise, on est donc bien loin du compte ! Le Ministre doit répondre aux urgences en créant les postes nécessaires avec un budget ambitieux pour la rentrée 2015.

Ajustements carte scolaire 2014 : le bilan sur le site du SNUipp/FSU (60.snuipp.fr) dans le compte-rendu du Comité Technique du 5 septembre.



Sophie ABRAHAM, Denis THOMAS, Serge GUYOT, Pierre RIPART

Plus de maîtres que de classes ! Un levier pour transformer l'école

Et si l'école travaillait autrement ? C'est bien le défi ambitieux et stimulant que martèle le SNUipp-FSU depuis des années. L'idée a fait son chemin... Pour le syndicat, il s'agit bien là d'un nouveau levier d'action pour aider les élèves à apprendre et progresser, pour permettre aux collègues d'avoir plus de temps pour travailler en équipe, pour déconnecter le temps élève du temps enseignant, pour faire évoluer le métier...

Lors de la première réunion au ministère du comité de suivi du dispositif, le SNUipp/FSU a rappelé son engagement pour que sa mise en œuvre soit une réussite dans les écoles, au profit notamment des élèves les plus fragiles et au bénéfice d'une amélioration des conditions d'exercice du métier pour les enseignants. Il a rappelé que l'intervention du maître surnuméraire ne devait pas se substituer à une prise en charge spécialisée par le RASED.

Et dans l'Oise ? A la rentrée 2013 et 2014, ce sont 22 postes « plus de maîtres que de classes » qui ont été créés, et la moitié des postes d'ESAP affectés à la mission « plus de maîtres que de classes » (PMC). Travail en petits groupes, décloisonnement, enseignement coopératif en co-intervention ? Dans notre département, force est de constater que peu d'équipes ont eu leur mot à dire sur l'utilisation de ce moyen supplémentaire. En effet, les collègues affectés sur ces postes doivent privilégier la co-

intervention dans la classe, sur des niveaux du cycle 2, essentiellement en CP. Cette organisation très rigide limite les possibilités offertes aux équipes d'organiser autrement l'école.

Le SNUipp/FSU a demandé à plusieurs reprises que ce soit les équipes qui définissent l'utilisation et les modalités d'intervention de ce moyen supplémentaire dans l'école et que les affectations ne soient pas soumises à une commission d'entretien. Il aurait également été souhaitable que les équipes choisissent au sein de leur école l'enseignant supplémentaire en conseil des maîtres avec la possibilité de tourner sur ce poste.

En conclusion : Il reste donc beaucoup à faire. Temps pour le travail en équipe, formation et accompagnement en confiance des équipes constituent les premiers incontournables. La nécessité de créer des postes en nombre est impérieuse, d'abord pour atteindre l'objectif annoncé de 7000 puis le dépasser pour que toutes les écoles en bénéficient dans l'optique d'une véritable transformation de l'école (un PMC pour 3 classes).

Véronique Marandola et Xavier Bulliard

Le SNUipp/FSU éditera prochainement un 4 pages spécial « plus de maîtres que de classes »

